

## COMPTE-RENDU RESUME DES DEBATS.

La séance inaugurale a lieu à Trujillo, le mercredi 15 mars, dans une salle de l'Institut Technique d'Enseignement secondaire. Elle est ouverte à 17 heures en présence de Monsieur Gratiniano Nieto Gallo, Directeur Général des Beaux Arts, du Docteur Iarra, Gouverneur civil de la province de Cacérès, et de Monsieur Ezechiël de Pablos Gutierrez, Maire de Trujillo.

Les représentants des Autorités espagnoles souhaitent la bienvenue aux participants et affirment combien ils sont honorés de recevoir, dans cette contrée sauvage de l'Espagne, un des premiers colloques du Conseil International des Monuments et des Sites. Le Président Gazzola les remercie chaleureusement au nom du Conseil et exprime l'émotion ressentie par chacun devant l'accueil si amical des Autorités et du Comité National Espagnol.

### Exposé du Rapporteur Général.

Les travaux débutent, dans une salle du Parador de Mérida, le jeudi 19, à 9h30, avec l'exposé de Monsieur Sorlin, Rapporteur Général.

Le texte de son rapport ayant été communiqué à l'avance aux participants, Monsieur Sorlin insiste, dans sa communication, sur les points qui lui semblent primordiaux et les illustre de projections.

### A. Rapport.

L'idée de la sauvegarde des "ensembles d'intérêt historique ou artistique" ne s'est imposée que très récemment. Jusque là on avait veillé à la sauvegarde de quelques monuments isolés, sans se préoccuper des "bâtiments secondaires", si nombreux, qui constituent leur cadre. L'oeuvre du Congrès

de Venise, en 1964, fut de définir, dans sa résolution finale connue comme "Charte de Venise", la notion de site urbain historique et d'étendre la notion de monument aux oeuvres plus modestes.

A la suite de cette nouvelle orientation, certains grands pays ont mis sur pied un système de sauvegarde de leurs ensembles, procédant à leur inventaire et étudiant les méthodes de leur réanimation. Il n'est que temps car les grands travaux déjà réalisés ont porté atteinte à notre patrimoine, soit en détruisant des ensembles, soit en élevant à leur voisinage des constructions hors d'échelle qui leur nuisent.

Les causes de la dégradation et de l'abandon des anciens centres sont étudiées depuis un certain temps. Ainsi, le Conseil de l'Europe a pris l'initiative de réunir des experts de différents pays en "confrontations" et de soumettre à leur examen plusieurs aspects fondamentaux de ces problèmes. Il faut signaler, parmi ces causes, la dévitalisation due à l'exode rural. La mécanisation de l'agriculture ayant entraîné une considérable réduction de la main d'oeuvre, celle-ci a abandonné les centres ruraux anciens, drainée par les nouveaux centres industriels. Les villes en développement fixèrent une grande partie des populations, qui y vinrent attirées par l'existence d'emplois et l'appât de logements neufs et confortables. Cette concentration urbaine dans de nouvelles agglomérations entraîna l'abandon des centres historiques par leurs anciens occupants. Une population très modeste vint les habiter, qui ne pouvait verser que des loyers peu élevés. Les immeubles se dégradèrent et leurs propriétaires se trouvèrent dans l'impossibilité d'y effectuer les travaux nécessaires.

Après avoir exposé le processus d'abandon et de dégradation des centres anciens, le Rapporteur général souligne la nécessité d'étudier scientifiquement ces centres historiques. Par leur situation géographique, leur origine historique, ils peuvent appartenir à différents types. Ils doivent répondre à certains critères d'homogénéité et d'intégrité. Le centre, ou plutôt, l'ensemble d'intérêt historique ou artistique étant bien défini dans ses limites, il faut ensuite procéder à son inventaire détaillé et veiller à établir une législation efficace pour assurer sa protection. Monsieur Sorlin rappelle que d'autres rapporteurs traiteront ces questions.

Il présente quelques aspects particuliers des problèmes posés par la protection des ensembles :

Il est nécessaire de conserver les cheminements anciens, de conserver des séries d'immeubles dont l'intérêt indivi-

duel est mince, mais qui forment le "tissu connectif" assurant une liaison harmonieuse entre les monuments importants (exemple de Bath, Royaume-Uni). Il faudra les garantir des utilisations commerciales dégradantes : - question des coffrages de boutique et de la publicité - . Un certain rapport d'échelle, entre les grands monuments et les constructions anciennes qui les accompagnent, doit être précieusement sauvegardé quand il subsiste encore. L'harmonie particulière de certains sites tient dans cette relation : abords des cathédrales (Quimper, Bourges), rapport entre le château et le village (Combours par exemple).

2. Il faut tout de suite préciser que le problème de la restauration des ensembles est différent de celui des monuments historiques. Il ne peut être question de leur appliquer les techniques longues et coûteuses qui sont employées lors de la restauration des grands monuments. Il faut avant tout sauvegarder une certaine atmosphère. Monsieur Sorlin expose ainsi les réalisations prévues pour le centre ancien de Chartres, qui est un des premiers "secteurs sauvegardés" en France, au titre de la loi du 4 août 1962. Cet exemple fournit une illustration complète des difficultés et des problèmes présentés par ces opérations.

Le plan d'assainissement et de réanimation de ce quartier, qui s'étend autour de la cathédrale et de trois églises anciennes et se compose de maisons à pignon datant des XVème et XVIè siècles, a été dressé par l'architecte après une étude approfondie de chaque immeuble. Il est accompagné d'un important ouvrage où sont définies les règles d'architecture qui devront guider la restauration. Cette étude architecturale a été entreprise conjointement avec des études d'urbanisme et d'aménagement qui ont assigné à l'ensemble une fonction résidentielle, culturelle et artisanale, qui s'insère dans le plan de développement de la région.

3. La réanimation d'un quartier ancien doit, nécessairement, s'inscrire dans le cadre d'un ensemble de mesures économiques et sociales. Cette méthode permettra de réanimer réellement ce secteur et d'y attirer de nouveau, en lui fournissant des logis convenables, toute une population installée dans des habitations à loyer modéré. Cet habitat rénové doit être équivalent à celui qu'offrent les villes modernes. Le respect des nécessités économiques et sociales est primordial si l'on veut faire revivre les centres historiques.

4. En présentant au colloque les travaux en cours de réalisation dans le "Quartier de la Balance" à Avignon, Monsieur Sorlin aborde le délicat problème de l'intégration de l'architecture moderne dans les ensembles anciens. Quelle que soit

solution adoptée, architecture moderne ou traditionnelle, en aucun cas il n'est possible d'envisager une rupture d'échelle et de volume entre les immeubles modernes et anciens. Cette harmonie de rapports entre constructions historiques et contemporaines doit être particulièrement respectée dans le cas de ce quartier d'Avignon, qui s'étend au pied du Palais des Papes.

En conclusion, le Rapporteur général attire l'attention des experts sur la nouvelle urgence donnée à la question de la formation des spécialistes de la restauration. Les travaux de réanimation supposent l'existence d'équipes capables de les assumer. Or, en France par exemple, les équipes de techniciens et d'ouvriers suffisent à peine aux besoins des Monuments Historiques. La main d'oeuvre qualifiée est attirée par les hauts salaires des entreprises de travaux publics et fait défaut sur les chantiers de restauration. . à plus forte raison pour l'oeuvre immense de restauration du tissu urbain de nos villes historiques ! Monsieur Sorlin propose l'inscription de ce problème à l'ordre du jour du Centre de Rome et suggère qu'un colloque soit réuni sur ce thème.

## B. DISCUSSION.

A la suite de questions de Messieurs Pimentel, Valcarcel et Lal, Monsieur Sorlin expose que le terme de "Centre Historique" a une signification très large et s'applique mieux que "Centre Monumental" à l'ensemble formé par les monuments et les groupes de maisons particulières qui composent un centre ancien, urbain ou rural.

Certains délégués soulevant des questions concernant des aspects particuliers de ces problèmes dans leur pays ou bien des questions techniques très précises, Messieurs Sorlin et Lemaire rappellent que tous ces points ne peuvent être abordés dans le cadre de ce premier colloque. Il importe de procéder à une étude générale de la question et de définir les grandes lignes qui guideront le développement d'un programme de réunions ultérieures.

Le représentant du Conseil de l'Europe, Monsieur Leone, trace un rapide tableau de l'activité entreprise par le Conseil de la Coopération Culturelle, avec l'aide de ses conseillers techniques. Le Conseil a organisé une série de "confrontations", réunissant des participants venus des 20 états membres :

Confrontation A, 1965, Barcelone et Palma de Mallorca "Etude des critères et méthodes pour un inventaire de protection des sites et ensembles historiques ou artistiques en vue de leur défense et de leur mise en valeur".

A la suite des recommandations adoptées à Palma, un groupe de travail a réalisé une fiche type d'inventaire qui sera mise à l'essai à Malte prochainement.

Confrontation B, 1965, Vienne, étude des "Problèmes posés par la réanimation des monuments dans leur cadre esthétique ou naturel offrant un intérêt culturel, qui ne remplissent plus les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus".

Confrontation C, Bath, 1966, "Principes et méthodes de la conservation et de la réanimation des sites et ensembles d'intérêt historique ou artistique".

Confrontation D, La Haye, 22 au 27 mai 1967, étudiera la "Conservation active des sites, monuments et ensembles d'intérêt historique ou artistique, dans le cadre de l'aménagement du territoire".

Confrontation E, Avignon, octobre 1968, conclura avec la "Mise en oeuvre de la politique de sauvegarde et de mise en valeur des sites et ensembles d'intérêt historique ou artistique".

Pour compléter ces études, des recherches plus particulières sont confiées à des experts: sensibilisation de l'opinion publique à ces problèmes, étude de la pollution de l'air, circulation dans les villes anciennes.

L'action du Conseil de l'Europe s'exerce sur les gouvernements qui en sont membres. Les recommandations qui sont adoptées à l'issue de ces réunions techniques leur sont transmises, après leur approbation par le Comité des Ministres. Ce programme est conforme à la philosophie qui guide l'oeuvre du Conseil de l'Europe. Devant la civilisation industrielle qu'il a créée, l'homme est le premier surpris et dépassé. En défendant les témoignages érigés dans le passé, le Conseil participe à la défense de l'homme et de l'humanisme.

## II. Inventaire en vue de la réanimation.

Monsieur Libal n'ayant pu assister aux travaux du colloque, son rapport est distribué aux participants.

## III. Dangers qui menacent les ensembles.

Monsieur Zachwatowicz présente son rapport sur les dangers qui menacent les ensembles dans les pays de l'Est,

en Pologne particulièrement. Sa communication suit fidèlement le texte qui a été remis à l'assemblée. Il insiste sur le fait que, en procédant à l'inventaire, on ne doit pas oublier que l'on prépare la ville ancienne pour une vie nouvelle. Il faut proposer, dès ce moment, les affectations les plus indiquées pour utiliser chaque monument. Toute notre action doit être basée sur de solides considérations économiques et sociales, ce qui doit nous garder d'adopter envers les centres historiques une attitude trop romantique.

Le Président Gazzola précise que, en effet, une fiche d'inventaire n'est pas complète si elle ne se préoccupe pas du futur du monument étudié. Le rôle du conservateur ne se borne pas à une analyse de l'ensemble du point de vue de l'histoire de l'art. Il doit rester aux côtés des urbanistes, architectes et sociologues, participer à leur travail d'équipe et intervenir dans les opérations de réanimation.

La séance est levée et reprend le 17 mars, à 10 heures 15, à l'Hôtel de Ville de Cacérès. Monsieur Alomar en assume la présidence.

### Dangers qui menacent les ensembles en Amérique.

#### A. Rapports.

Monsieur Feiss donne lecture de son rapport qui présente les dangers qui menacent les centres historiques en Amérique. Il se réjouit de la présence de délégués du Mexique et du Pérou qui pourront compléter ce panorama américain.

Ensuite, Monsieur Feiss fait remarquer que, l'histoire des Etats-Unis étant récente, on accorde autant d'importance à la protection des réalisations des grands architectes contemporains qu'à celle des centres anciens des XVII, XVIII, et XIXème siècles. Elles sont aussi comprises dans les programmes de conservation du National Trust.

La nouvelle loi fédérale, en cours d'adoption par les chambres, permettra d'instaurer une protection plus efficace des centres car l'on doit déplorer de très nombreuses destructions.

Les problèmes de réanimation se présentent aux Etats-Unis avec des caractères particuliers: ainsi, on essaye de reconvertir les centres historiques en zones résidentielles, alors que celles-ci sont en général éloignées du centre urbain.

Certains fonds du gouvernement fédéral ont été accordés pour permettre l'achat et l'assainissement des centres anciens convertis en taudis. Mais alors se pose, aussi, le problème du relogement de la population pauvre.

Une tendance particulière contre laquelle il faut lutter est celle de la "fausse architecture ancienne", dont on userait volontiers.

En réponse à une question de Monsieur Alomar, Monsieur Feiss précise que l'on procède actuellement à l'inventaire des monuments et des ensembles historiques. Faute jusqu'ici de protection efficace, ils sont démolis à un rythme rapide. Une trentaine de grandes villes possèdent encore un centre historique. Deux cent cinquante à trois cents villages, (situés pour la plupart en Nouvelle Angleterre ou en Ohio) mériteraient d'être conservés.

Monsieur Flores Marini expose la situation au Mexique, où, comme dans toute l'Amérique Latine, on n'a encore atteint que la phase de sauvegarde, des opérations de réanimation n'ayant été entreprises qu'exceptionnellement. Il dénonce les principaux dangers qui menacent le futur des ensembles historiques :

1. Au Mexique, le développement du tourisme porte atteinte à l'intégrité de nombreux sites archéologiques. On élève des hôtels à proximité des monuments (ruines mayas de Chitchen Itza), ou l'on coupe centres anciens et sites archéologiques, par le percement de routes.

La croissance extrêmement rapide de la ville de Mexico, qui compte actuellement sept millions d'habitants, a causé l'abandon de nombreux petits centres anciens dont la population a gagné la ville voisine. Leur réanimation est souhaitable, mais peu aisée à réaliser. Il est difficile de leur assigner à tous des fonctions compatibles avec leur origine-fonctions culturelles en particulier -. On craint beaucoup que le sous-sol de la capitale, qui garde enfouies les substructions de la ville pré-colombienne " l'enochticlan" détruite en 1521, ne soit bouleversé lors du prochain creusement du métropolitain.

3. Dans les pays d'Amérique Latine, les événements politiques affectent souvent et endommagent le patrimoine monumental: bombardement à Saint Domingue de la cathédrale et de la citadelle de Colomb. Il faudrait à son avis établir un système efficace de lois pour protéger les monuments durant les conflits armés.

Il faut se prémunir contre les sinistres et les catastrophes naturelles qui sont fréquentes dans ces régions: tremblements de terre, incendies comme celui qui vient de détruire la moitié de la cathédrale de Mexico. Il serait nécessaire de prévoir dans ces cas un plan d'intervention d'urgence, rapide et immédiate.

Monsieur Pimentel Gurmendi expose la situation périlleuse des centres historiques au Pérou et les efforts entrepris pour les sauvegarder. Ils sont particulièrement menacés par:

- l'absence de règlements édilitaires qui pourraient assurer leur protection,
- la spéculation immobilière qui est responsable de la destruction d'édifices de grande valeur.

On constate, avec regret, la rupture d'échelle entre les constructions modernes et les bâtiments anciens, dont les lignes horizontales composaient des groupes harmonieux, brisées seulement par les verticales des clochers. Le rythme si particulier des cités coloniales du Pérou se perd très rapidement. Les places publiques, qui jouaient un rôle important dans la vie de la communauté, ne sont plus que des parkings.

Monsieur Gurmendi illustre son exposé de quelques vues donnant quelques exemples précis de cette situation. Le cas de Lima est très éloquent et particulièrement grave: les monuments qui existent encore doivent être préservés dans leur cadre de constructions anciennes. La Place d'Armes de Lima est un cas particulièrement affligeant des dommages causés par un "respect" mal compris du passé. Après avoir détruit les bâtiments anciens, on a élevé de grands immeubles de béton armé, qui s'inspirent du style des constructions de la Vice-Royauté. Ainsi a été créé un style "néo-colonial", monstrueux et hors d'échelle, qui écrase les rares témoins authentiques de ces époques.

Cuzco, l'ancienne capitale inca, est une ville qui, jusqu'à maintenant, a gardé plus de charme et d'authenticité. Les mêmes erreurs y ont cours et l'on doit déplorer la récente construction d'un grand hôtel néo-colonial élevé à la place d'un magnifique bâtiment ancien. Des cas de pastiches semblables sont très nombreux et ces attentats aux véritables valeurs culturelles sont souvent dus à l'action de certains maires "progressistes".

Une longue lutte sera nécessaire, conclut Monsieur Pimentel Gurmendi, pour que les responsables prennent conscience de l'intérêt culturel et économique du patrimoine dont ils sont dépositaires.

## B. Discussion.

Monsieur Lemaire note que le rapport de Monsieur Feiss a introduit un nouveau sujet d'étude : le déplacement des monuments isolés et écrasés par leur environnement moderne. Cela constitue un grave problème de doctrine, qui pourrait être inclus dans le programme futur : peut-on rompre le sens historique de l'implantation des bâtiments.

Pour compléter la communication de Monsieur Flores Marini, Monsieur Feiss mentionne quelques intéressantes expériences de préservation de centres coloniaux, réalisées au Mexique (Tasco, par exemple). Il regrette qu'un fonds interna-

tional permettant une intervention d'urgence en cas de catastrophe n'ait pu être constitué. L'ICOMOS, suggère-t-il, pourrait en collaboration avec d'autres organisations internationales se préoccuper de cette question.

Monsieur Lemaire rappelle que l'on a déjà discuté de ce problème avec l'Unesco. La plus grande difficulté réside dans le fait qu'il serait impossible d'obtenir des contributions volontaires et régulières des états, seule façon d'alimenter ce fonds. Une longue étude préliminaire, une active campagne pour créer un mouvement de l'opinion publique en faveur de ce fonds international seront nécessaires pour influencer les autorités. La mesure des difficultés à surmonter est donnée par la semi-réussite des opérations de sauvetage de Nubie, cas pourtant exceptionnel.

Monsieur Leone confirme ce point de vue, en indiquant que des résistances marquées ont été constatées, au niveau gouvernemental, chaque fois que cette question avait été abordée par le Conseil de l'Europe.

Monsieur Sorlin revient sur la notion de "tourisme et monuments", soulignant que le Conseil de l'Europe et l'Unesco se sont attachés à ce nouveau thème de réflexion. Ces relations comportent de graves dangers pour les monuments, entre autres :

- remaniement de leur cadre sans respect pour les proportions,
- transformations abusives pour leur donner de nouvelles affectations.

Le Conseil de l'Europe, précise Monsieur Leone, réalise à Malte un projet pilote d'inventaire en vue de la réanimation de ces ensembles.

A la demande de l'Unesco, annonce Monsieur Lemaire, les Comités Nationaux seront consultés sur cette question et le Conseil participera aux réunions et études qu'elle organisera sur ce thème.

Les participants regrettent que les services de sécurité, les pompiers en particulier, ne sachent pas toujours comment lutter contre les sinistres affectant les monuments historiques et y causent parfois plus de dégâts que le feu lui-même (arènes de Verone, Cathédrale de Mexico). Le Président Gazzola rappelle que la convention de La Haye sur la protection des biens culturels en cas de conflit armé (1954) prévoit la constitution, dans chaque pays signataire, d'un corps de personnel spécialisé. Pourquoi, à titre d'entraînement, ne pourrait-il être utilisé en temps de paix, dans ces circonstances ?

## Dangers qui menacent les ensembles en Asie.

1. Le rapport préparé par Monsieur Sekino (qui n'a pu se déplacer, Japon, est distribué à tous les participants.

2. Monsieur Lal présente, dans une courte intervention, quelques aspects des problèmes de la préservation des monuments et des ensembles aux Indes.

Quoiqu'un système légal de protection des monuments et sites archéologiques ait été établi les plaçant, selon leur intérêt, sous la protection du gouvernement fédéral ou des gouvernements locaux, il semble que beaucoup de difficultés soient rencontrées pour leur assurer une sauvegarde effective.

Ces règlements prévoient, selon le degré de protection accordé aux monuments :

- soit qu'aucune construction ne pourra être élevée à leur voisinage,
- soit que ces constructions seront soumises à une autorisation préalable, fixant les lignes générales, (volume, hauteur, etc.) qui devront être respectées.

Mais ces dispositions ne sont pas toujours efficaces, car beaucoup n'en tiennent pas compte, surtout en ce qui concerne les ensembles. Ainsi des constructions affligeantes ont été élevées dans les quartiers anciens de la Nouvelle Delhi. Le quartier ancien, à vocation artisanale, qui se trouvait au pied du Taj Mahal, a été altéré ce qui porte atteinte au monument lui-même. C'est aussi le cas des constructions religieuses autour du grand temple de Madera qui ont disparu.

Ainsi le problème se pose aux Indes, si riche en ensembles d'une haute antiquité, d'une manière cruciale puisque la législation est, en fait, impuissante à assurer leur sauvegarde même lorsque ces constructions constituent l'entourage de grands monuments.

## Communication du Maire de Cacérès.

Monsieur Bustamente présente une communication sur les problèmes de la signalisation routière dans les ensembles historiques et entretient l'assemblée des expériences réalisées à Cacérès où la dimension des panneaux a été réduite au delà des normes établies par les règlements internationaux. Ceux-ci fixent, en effet, à 60 cm de diamètre la taille des panneaux de signalisation, ce qui est particulièrement choquant et anachronique dans les villes monumentales. Le Maire de Cacérès exprime le vœu que le colloque intervienne auprès des autorités internationales compétentes en ce domaine pour demander une révision des conventions.

Le Secrétaire Général annonce que l'ICOMOS procédera

auparavant à une enquête pour étudier la possibilité d'intervenir, efficacement, auprès des autorités inter-gouvernementales compétentes.

La séance est interrompue à 12 heures et reprend à 18 heures.

## V Remèdes

### A. Juridiques, économiques et financiers

#### 1. Rapport.

Monsieur Watkin donne lecture de son rapport sur les solutions préconisées en Europe occidentale.

Il s'excuse de ne pouvoir, dans ce bref aperçu des mesures adoptées dans tous les pays d'Europe occidentale rendre justice à tout ce qui a été accompli.

#### 2. Discussion.

Monsieur Watkin, et toute l'assemblée, déplorent le manque de crédits qui entrave l'application des mesures prises, dans le monde entier pour la sauvegarde des ensembles. Il est urgent d'y remédier sinon les mesures transitoires qui sont adoptées n'empêcheront pas la perte de nos villes et villages anciens. Le Rapporteur propose deux moyens immédiats :  
- augmenter les revenus issus du tourisme,  
- mieux profiter des lois sur l'urbanisme et les sites.

Confirmant l'exposé de Monsieur Watkin, Monsieur Sorlin indique que, en raison des dispositions financières qu'elle implique, la "Loi Malraux" ne permet actuellement de sauver que les villes importantes qui peuvent assumer une partie des frais de l'opération.

Monsieur Feiss signale le grand rôle joué dans ce domaine, en Amérique, par les "fondations", dont les capitaux viennent souvent des grandes industries qui profitent du tourisme.

Monsieur Insall dénonce certains dangers que présentent ces solutions qui pourraient donner au tourisme une orientation peu favorable, malgré les apparences, à la conservation des ensembles.

Monsieur Lemaire rappelle que l'Unesco, dans son programme 1967-68, recherchera les moyens de lier la sauvegarde, l'entretien et la réanimation du patrimoine artistique, au développement du tourisme.

L'Espagne a déjà pris quelques mesures dans ce sens qu'expose Monsieur Ribera, observateur délégué par la Direction Générale du Tourisme :

- Paradores établis dans des monuments historiques, dont ils permettent l'entretien,
- pourcentage sur les taxes de tourisme prélevé pour les monuments.

Monsieur Leone tient à mettre en garde l'assemblée contre quelques mirages suscités par le "tourisme culturel" et l'espoir fallacieux de soustraire certains fonds au tourisme, au profit des monuments. Il faut, en particulier, éviter d'augmenter les charges fiscales qui pèseraient trop lourd sur des régions et une industrie qui vivent d'un tourisme saisonnier.

Le Président Gazzola souligne la grande importance de ces problèmes financiers. Il conclut à la nécessité d'entreprendre une étude sur le prix de revient des travaux d'assainissement car il a remarqué certaines divergences d'opinion quant au prix et à la rentabilité de telles entreprises.

#### B. Remèdes techniques.

- la Planification dans le domaine de la sauvegarde et la réanimation des ensembles historiques.

##### 1 Rapport.

Monsieur Ostrowski, Président du Comité Permanent "Sites Historiques Urbains" de la F.I.H.U.A.T., développe dans son exposé certains thèmes indiqués plus rapidement dans son rapport.

En urbanisme contemporain, la notion de "planification", notion plus dynamique se référant à un processus en élaboration continue, s'est substituée à celle de plan. Des représentants des diverses disciplines concernées doivent être présents aux côtés des urbanistes dans les équipes chargées de la planification.

L'amélioration des lois sur l'urbanisme permet d'espérer un développement plus favorable et contrôlé des villes entières. Malgré tout l'urbaniste est comparable au militaire qui mène une campagne et établit un plan stratégique, qu'il peut remanier selon les circonstances; mais il a besoin de l'appui de la nation, d'effectifs et de munitions...

Les plans et les lois ne suffisent pas pour assurer le développement harmonieux des villes, selon les exigences et les besoins économiques et sociaux. Dans cette campagne, le rôle des conservateurs est étroitement lié à celui des urbanistes. Le sort des ensembles historiques dépend de la possibilité qui sera donnée aux planificateurs de maîtriser le processus

d'émigration et de développement chaotique qui sont déchaînés. Il ne faut pas isoler le problème des ensembles historiques du cadre général de l'urbanisme contemporain dont il est un des aspects.

Le problème clé de la conservation des monuments et ensembles historiques est la relation entre la forme et la fonction, entre le "contenant et le contenu", en raison de la fragilité de ces structures anciennes qu'il est pourtant nécessaire de réintégrer dans la vie contemporaine. L'Urbaniste est-il en mesure d'assurer un rapport harmonieux entre ces deux exigences? Pour établir cet équilibre "contenant-contenu", une enquête approfondie sur les exigences sociales qu'il faut satisfaire est indispensable et doit permettre de suggérer une solution.

Monsieur Ostrowski, après cette introduction, revient sur le danger des "quartiers musées", signalé par Monsieur Sorlin. Il est en accord avec lui pour reconnaître que les quartiers morts ou artificiels ne sont pas souhaitables. C'est ainsi qu'un musée peut parfois être un élément vivant de l'équipement d'une ville. Au fur et à mesure que la société pourra se le permettre, le nombre des musées pourra être augmenté. D'autre part, si la réanimation est nécessaire, toute "sur-animation" serait dangereuse, nous en avons bien conscience.

Monsieur Ostrowski donne à la suite de sa communication la forme de commentaire d'exemples précis, illustrés par des projections.

#### centres nouveaux à côté des centres historiques :

A Cracovie, la circulation et les transports en commun ont été reportés à l'extérieur du centre historique, un centre moderne a été créé pour y installer les activités que la ville médiévale ne pouvait plus abriter (dessin de Mr. Simon, présent au colloque).

Stockholm offre l'exemple d'une ville où le centre ancien de l'agglomération urbaine a pu être préservé. Les fonctions économiques se sont déplacées vers le nord, puis vers la gare, déchargeant la cité historique d'une grande partie du trafic.

le problème de la circulation dans les centres anciens est crucial, et ils ont eu à souffrir des dommages innombrables causés par cette sorte de fascination de la vitesse et du trafic qui s'est répandue sur le monde, depuis le début du XXème siècle.

Aujourd'hui la position des urbanistes est différente: Doxiadis et d'autres urbanistes futuristes ont prévu des voies de communication souterraines pour leurs villes du XXIème



siècle. Le rapport Buchanan sur la circulation dans les villes (publié en Grande Bretagne, traduit en français et en anglais), a envisagé la situation sous un angle nouveau, en se demandant quelle est la "capacité" de la population à supporter le trafic. On convient donc qu'il faut éliminer le trafic du centre des villes, historiques ou modernes, ou l'enterrer, et y rétablir la circulation des piétons. Une des premières réalisations réalisées dans ce sens, après guerre, fut une rue commerçante d'Amsterdam.

En ce qui concerne la circulation dans les villes historiques, les urbanistes ont adopté une attitude qui répond favorablement à nos préoccupations. A Sarlat (France), les plans établis par Monsieur Prunet s'efforcent de réunir les deux secteurs de la ville ancienne, séparés au XIXème par le percement d'une grande artère rectiligne, et de permettre entre eux une circulation piétonnière, une fois détournée la majeure partie du trafic. A Torun (Pologne), des parkings souterrains sont prévus autour de la zone ancienne.

#### Assainissement et réanimation.

Le rapporteur cite quelques exemples de réalisations d'après guerre en Pologne :

A Torun, a été réalisée la réanimation d'un îlot, par quelques mesures simples : éloignement d'ateliers d'artisans, curetage des cours..

A Gdansk a été adoptée une solution de compromis. On a seulement conservé les façades anciennes qui masquent des constructions modernes.

Après la guerre, on a restitué l'aspect général d'une rue des faubourgs de Cracovie, en se basant sur un tableau de Canaletto. Mais on a supprimé toutes les constructions laides qui, depuis la fin du XVIIIème siècle, étaient venues déparer l'ensemble. Certains travaux de réanimation permettent de dégager la structure générale du plan de la ville ancienne et de mettre en valeur sa silhouette : Lübeck, cité médiévale de Varsovie.

Mais parfois l'urbaniste peut être amené à décider que la conservation de l'état ancien n'est pas nécessaire et que l'on doit renoncer à la reconstruction. Alors se pose le problème de l'introduction de l'architecture moderne dans le milieu historique. L'accord s'étant fait sur le rejet des pastiches, il ne faut pas adopter une attitude trop rigide, et laisser libre le bon architecte qui saura s'adopter au cadre (cf. gare de Rome). Il choisira pour sa construction des volumes, des couleurs, en accord avec les bâtiments environnants.

Pour conclure Monsieur Ostrowski rappelle que le problème

des quartiers historiques n'est pas séparé de celui des quartiers modernes qui, demain, seront historiques. Il ne faut pas créer trop de "secteurs sauvegardés", mais réussir à composer un paysage contemporain pour nos villes, qui corresponde à nos besoins et à nos aspirations. Nous ne devons pas avoir honte de notre milieu urbain.

De bonnes lois sont nécessaires, mais moins utiles que d'effectifs moyens de réalisation. Pour cela, l'appui et l'aide de la population tout entière nous sont nécessaires et doivent soutenir notre activité. Comment obtenir que la société et les autorités s'éveillent à cette compréhension? C'est toute une éducation à entreprendre grâce aux écoles, aux musées des villes et des régions. La campagne engagée en faveur des ensembles historiques ne doit pas reposer uniquement sur des contraintes prévues par les lois, mais sur une base morale librement consentie.

La séance est levée à 20 heures.

Les travaux reprennent le samedi 18 mars, à 16 heures, sous la présidence de Monsieur Alomar dans la salle de Conférence de la Caisse d'Epargne de Plasencia.

#### Discussion.

Monsieur Ostrowski, répondant à deux questions de Monsieur Sorlin, souligne que le problème de la coupure d'une ville ancienne en deux ou plusieurs quartiers distincts est à chaque fois un problème particulier. Dans le cas précis de Sarlat, il lui semble possible de traiter toute la ville comme un ensemble une fois qu'aura été réduite au minimum la circulation sur l'axe central grâce à la création d'une voie de détournement au delà de la ville ancienne.

En ce qui concerne le problème tragique des villes anciennes que la guerre a laissées complètement en ruine, il exprime son opinion purement personnelle sur la reconstruction de Saint Malo. Il lui semble qu'elle a abouti à la création d'un monde nouveau car la dimension des voies, l'échelle des immeubles, malgré les précautions prises, n'ont guère de rapports avec celles de la ville disparue. La reconstruction de la cité ancienne de Varsovie est évoquée par Monsieur Zachwatowicz qui insiste sur les résonnances politiques et sentimentales de cette opération. Mais elle a été menée dans le souci d'adapter les bâtiments aux usages qu'ils auraient à remplir.

#### Rapport de Monsieur Valcarce

Monsieur Valcarcel, architecte conservateur de la zone visitée par le colloque, a eue à présenter cette région à ses



hôtes. Il insiste sur certains problèmes rencontrés pour sa mise en valeur, particulièrement sur les questions de circulation, la nécessité des parkings extérieurs, le respect des pavements anciens.

## - La conservation et la réanimation

### 1. Rapport.

Monsieur Alomar donne lecture de son rapport

### 2. Discussion.

La discussion s'engage sur le problème, primordial, de l'architecture moderne et ses rapports avec le milieu ancien. Le respect du cadre, urbain ou naturel, dans lequel il construit est une nécessité que l'architecte de génie comprend fort bien, estime Monsieur Feiss.

Le Président Gazzola regrette que, dans le domaine de la construction contemporaine, on ait rarement affaire à de véritables génies créateurs qui sachent parfaitement adapter leurs constructions aux différents cadres qui leur sont offerts. Les conservateurs doivent donc essayer de limiter les possibilités d'erreur en prévoyant les limites et les directives à imposer aux constructeurs modernes, en un mot, les "paramètres" qui orienteront leurs travaux.

Il ne faut pas que le colloque adopte seulement le point de vue du touriste, même cultivé, qui passe à travers la ville ancienne et ne se demande pas comment elle vit lorsqu'il l'a quittée, remarque Monsieur Zachwatowicz. Pouvons-nous juger que le développement d'une ville ancienne doit s'arrêter à notre époque et que nous ne devons plus y introduire aucun "futur" monument, mais y laisser des groupes homogènes d'architecture d'époques dépassées. Monsieur Gazzola suggère que ces décisions soient prises par des comités où tous les citoyens soient représentés, afin que tous soient à même de décider ce que sera leur ville de demain.

Il conviendrait d'éveiller la sensibilité créatrice des nouvelles générations pour que tous ceux qui devront assumer des responsabilités dans l'administration, le négoce, etc., aient une certaine ouverture sur ces problèmes et soient à même de participer activement à leur résolution. La question est envisagée au Conseil, de l'Europe, rappelle Monsieur Leone, par le groupe de travail sur "l'éveil des facultés créatrices".

Mais, comme l'expriment Messieurs Sorlin et Ostrowski, on ne peut édicter de règles générales ni une doctrine rigide pour l'architecture moderne à employer dans un ensemble ancien. Les constructeurs se trouvent en présence d'une série de cas d'espèces, qu'ils affrontent avec leur sensibilité et leur talent personnels. A chaque fois une réglementation différente, en accord avec les données historiques et naturelles locales,

doit être élaborée pour guider les éation.

La séance est levée à 19 h 30.

## Réunion de la Commission de rédaction des conclusions.

La Commission se réunit le dimanche 19 mars à 10 heures, dans le grand salon du Parador de Jarandilla. Elle se compose de Messieurs Alomar, Frodl, Gazzola, Lemaire, Pimentel Gurmendi, Sorlin, Watkin et Zachwatowicz. Messieurs Feiss, Leone et Valcarcel assistent à ces débats. Monsieur Lemaire donne lecture du projet de conclusion souligne que ce texte n'est qu'une recommandation au Comité Exécutif du Conseil International des Monuments et des Sites. Une rédaction définitive est adoptée, après l'examen de quelques points de détail concernant la forme à donner à ce document. Il s'agit de bien préciser qu'il indique quelques suggestions, non limitatives, pour l'établissement d'un programme de travail.

## VI. Séance de clôture.

La séance de clôture se déroule à l'entrée du Monastère de Yuste, le dimanche 19 mars, à 14 heures en présence du Prieur de Yuste.

Le secrétaire général donne lecture des conclusions retenues par la commission.

Les trois motions sont adoptées à l'unanimité.

Le Président du Conseil International des Monuments et des Sites remercie les autorités espagnoles qui ont permis cette rencontre, et en ont suivi les travaux. Il exprime sa gratitude au Comité National Espagnol qui en a pris en charge l'organisation pratique.

Messieurs Leone et Ostrowski expriment ensuite, en quelques paroles émues, leurs remerciements, leur admiration et leurs vœux.

Au nom de tous les participants, Messieurs Feiss, Lal et Flores Marini, assurent de leur gratitude les dirigeants du Conseil, les autorités espagnoles, pour avoir préparé et leur avoir permis de participer à ces travaux.